

Macro Dev

Géorgie : à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Auteur

Morgane Salomé

Géorgie : à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Morgane Salomé – salomem@afd.fr

Date de fin de rédaction : 05/03/24

Résumé : Petit pays d'Asie occidentale, la Géorgie affiche un modèle économique extraverti, reposant essentiellement sur les services tels que le commerce ou le tourisme. L'économie géorgienne est donc très vulnérable aux chocs externes et a subi de plein fouet la crise du Covid-19, avec une récession de 6,8 % en 2020, la plus forte depuis 1994. Compte tenu de ces caractéristiques et des liens économiques du pays avec la Russie et l'Ukraine, la plupart des observateurs anticipaient que l'économie géorgienne serait négativement affectée par le conflit entre ces deux États.

Ces effets négatifs anticipés ne se sont cependant pas matérialisés et la croissance économique est restée très dynamique en 2022 (+10,1 %, après le rebond de 2021 à +10,5 %), grâce, notamment, à une reprise du tourisme et une explosion des flux migratoires et financiers en provenance de Russie. Ces derniers facteurs ont également permis une résorption des déficits budgétaire et courant (-2,6 % du PIB et -4,0 % du PIB respectivement) et une appréciation du lari. En 2023, la croissance serait restée supérieure à son potentiel (6,2 % selon le Fonds monétaire international – FMI) et les déficits budgétaire et courant semblent avoir été contenus.

En revanche, la guerre en Ukraine a rappelé le risque d'une invasion russe du territoire géorgien en réponse à un éloignement de la zone d'influence de la Russie. À ce titre, le gouvernement mène une politique d'équilibre entre les aspirations d'une large partie de la population, favorable à plus de 80 % à une adhésion à l'Union européenne (UE), et des gestes d'apaisement en direction de Moscou. Cette situation pèse non seulement sur le climat social, mais elle rend aussi incertaine l'issue de la procédure d'adhésion à l'UE. La Géorgie a en effet déposé en février 2022 une demande d'adhésion à l'UE et finalement obtenu fin 2023 le statut de candidat officiel. Le positionnement ambigu du gouvernement n'est, par ailleurs, pas sans conséquence sur la situation économique, comme en témoigne la suspension du programme FMI à la suite de l'adoption des amendements à la loi sur la Banque centrale (*National Bank of Georgia* – NBG).

Malgré deux décennies de croissance soutenue, le niveau de vie des Géorgiens n'a que faiblement progressé et les défis socio-économiques persistent, en particulier, le chômage, la pauvreté et les inégalités. Par ailleurs, compte tenu du vieillissement de la population et de l'absence de réformes d'envergure, la croissance potentielle diminuerait d'environ 5 % à moyen terme, à 3 % à long terme. Dans ce contexte, il apparaît essentiel d'accélérer le rattrapage économique, qui passera notamment par la mise en place de réformes dans les secteurs de l'éducation et de la connectivité.

Thématique : **Macroéconomie**

Géographie : **Géorgie**

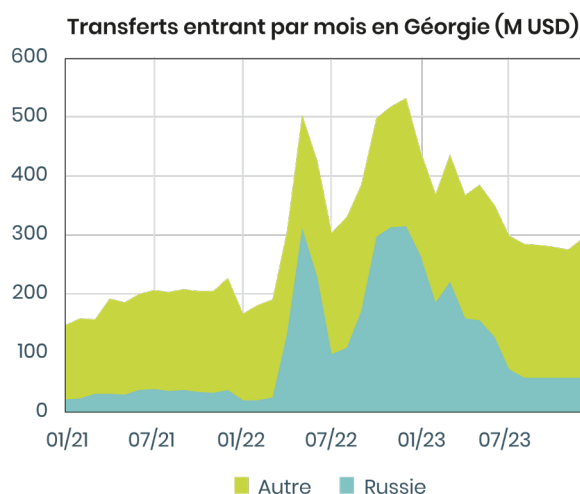
1. L'économie géorgienne a largement bénéficié de l'afflux de citoyens russes dans le contexte de la guerre en Ukraine

Les effets négatifs anticipés du conflit en Ukraine ne se sont pas matérialisés à ce stade.

Au moment du déclenchement de la guerre, la plupart des observateurs anticipaient que l'économie géorgienne allait être négativement affectée par le conflit, à travers notamment une baisse du commerce et des transferts de migrants et une hausse des prix alimentaires et de l'énergie, compte tenu des liens économiques entre la Géorgie et les deux pays belligérants. Le FMI projetait ainsi un ralentissement de la croissance du PIB réel à 3,2 % en 2022 (après +10,5 % en 2021) dans le *World Economic Outlook* (WEO) d'avril 2022. Au contraire, la croissance est restée très dynamique (+10,1 %), bénéficiant de l'explosion des flux migratoires et financiers en provenance de Russie et de ses conséquences positives sur l'économie. La Géorgie apparaît même parmi les pays ayant connu la plus forte croissance économique en 2022. Côté demande, la croissance a ainsi été portée par le commerce de biens et services et, dans une moindre mesure, par l'investissement. Dans le même temps, la consommation, privée comme publique, a contribué négativement à la croissance, les dépenses de consommation des Russes récemment arrivés en Géorgie étant comptabilisées pendant un an comme recettes du tourisme. La croissance économique serait restée supérieure à son potentiel (environ 5 %) en 2023, à 6,2 % selon les dernières prévisions du FMI (octobre 2023). À moyen terme, la croissance devrait se rapprocher de son potentiel, à mesure que s'atténuent les flux migratoires et financiers. Selon le FMI, elle s'établirait à 4,8 % en 2024 et 5,2 % en 2025.

Selon la NBG, environ 100 000 citoyens russes ont migré vers la Géorgie en 2022 dans le contexte de la guerre en Ukraine, ce qui correspond à 3 % de la population géorgienne et 6 % de celle de Tbilissi et Batoumi, les deux plus grandes villes du pays. Il s'agit d'une population jeune (moyenne d'âge : 31 ans), urbaine et hautement éduquée, qui est attirée par des conditions d'entrée (pas de visa pendant un an) et de fiscalité (pas d'impôt sur le revenu ni sur la propriété) favorables.

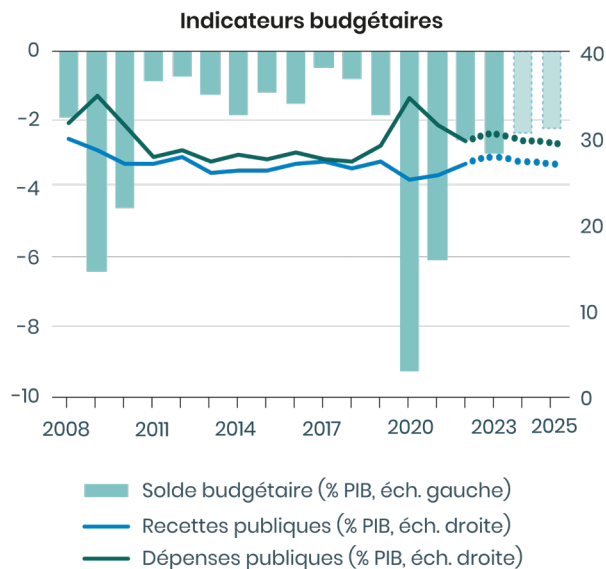
Graphique 1 - Une explosion des flux financiers, notamment de Russie



Cette immigration russe a positivement affecté l'économie géorgienne via deux canaux principalement : une hausse des transferts de migrants et une embellie du tourisme, liée au fait que les étrangers entrant en Géorgie sont comptabilisés pendant un an comme touristes avant d'être considérés comme immigrés. Le montant des transferts entrant en Géorgie a ainsi augmenté de 83 % en glissement annuel en 2022 à 4,4 Mds USD soit environ 18 % du PIB. Cette explosion des transferts sur la période a été portée par la hausse des transferts depuis la Russie, qui ont été multipliés par cinq en 2022, à 2,1 Mds USD soit 8 % du PIB et 47 % du total des transferts. En 2023, les transferts ont été plus faibles qu'en 2022 mais sont restés élevés à 4,1 Mds USD, dont 1,5 Md USD en provenance de Russie. La Géorgie a, en outre, reçu 4,7 millions de touristes en 2022 (contre 1,7 million en 2021), dont 23 % en provenance de Russie, premier pays pourvoyeur devant la Turquie selon les chiffres de la *Georgian National Tourism Administration* (GNTA). À noter que ce niveau est toutefois largement inférieur à celui de 2019 qui s'établissait alors à 7,7 millions. Les recettes du tourisme se sont ainsi établies à 3,5 Mds USD en 2022 selon la NBG, un montant près de trois fois supérieur à celui enregistré en 2021, et

même en hausse de 8 % par rapport à son niveau de 2019. En particulier, les recettes tirées du tourisme russe ont atteint 891 M USD en 2022 (contre 152 M USD en 2021) soit 25 % du total. Cette embellie s'est poursuivie en 2023, avec des entrées de touristes en hausse de 45 % en glissement annuel à la fin du troisième trimestre (à 4,8 millions), et des recettes qui progressent de 29 % (3,3 Mds USD). On observe toutefois ces derniers mois déjà des premiers départs de Russes, que ce soit vers des destinations jugées plus « accueillantes » ou vers la Russie.

Graphique 2 - Une embellie des indicateurs des finances publiques



Source : FMI (WEO)

Cette conjoncture favorable a contribué à une embellie de la plupart des indicateurs macro-économiques, en partie sous l'effet de l'appréciation du lari associée. Le déficit budgétaire est ainsi repassé sous la cible des 3 % du PIB en 2022 (2,6 % du PIB, après 6 % du PIB en 2021) – alors que le budget prévoyait un déficit à 4,4 % du PIB –, grâce au dynamisme de l'activité (notamment hausse des recettes de la TVA), et se maintiendrait à ce niveau en 2023 comme en 2024. L'endettement public est retombé à 40 % du PIB (après 50 % du PIB en 2021 et 60 % du PIB en 2020) à la faveur de la reprise économique, mais aussi, et surtout, de l'appréciation du lari (+13 % en 2022, +0,5 % en 2023) – la dette étant détenue à 75 % par des non-résidents

et libellée en devises –, niveau auquel il se stabiliserait à moyen terme selon le scénario central du FMI. L'appréciation du lari a, en outre, permis de faire reculer la dette externe (à 40 % contractée par le secteur public) à 78 % du PIB en 2022 (après 100 % du PIB en 2021). Elle a, enfin, contribué, avec la modération des prix des matières premières et le resserrement monétaire, à la baisse de l'inflation. Cette dernière est revenue sous la cible de la NBG (3 %) depuis avril 2023 après plus de deux ans au-dessus de ce taux, ce qui a, à son tour, permis à la NBG d'initier un assouplissement monétaire en mai (-200 points de base à 9 %).

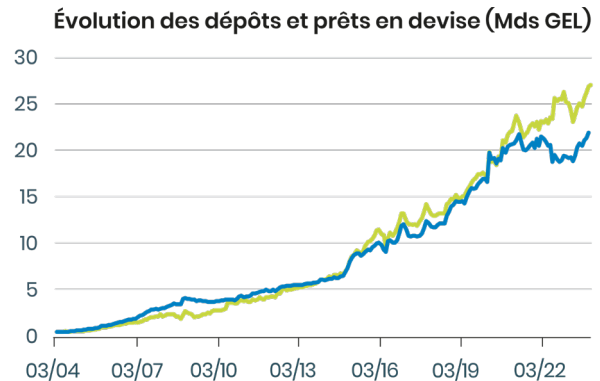
Dans ce contexte, le déficit du compte courant, structurellement élevé (à 9,4 % du PIB dans les années 2010), s'est lui aussi fortement réduit en 2022, à 4,0 % du PIB (après 10,4 % du PIB en 2021). Il aurait néanmoins augmenté à 6,1 % du PIB en 2023 selon les estimations du FMI, compte tenu d'une atténuation des exportations et des transferts. Toutefois, l'excédent du compte financier – avec des entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) et d'investissements de portefeuille à plus de 6 % du PIB en 2022 – a permis à la NBG de continuer d'accumuler des réserves. Fin 2023, elles atteignent un niveau historique, à 5 Mds USD, soit l'équivalent de 4,2 mois d'importation de biens et services, tout juste adéquat selon le FMI.

La guerre en Ukraine a eu un impact plus mitigé sur le secteur financier géorgien, mais la NBG a jusqu'ici bien su gérer les risques associés.

Cet impact s'est opéré essentiellement *via* i) l'immigration russe accompagnée d'importants flux financiers entrants, et ii) les sanctions financières internationales imposées aux banques russes, dont la filiale géorgienne de la banque russe VTB. Une partie de l'argent russe entrant en Géorgie a été placé dans les banques locales sous forme de dépôts en devise (+14 % en glissement annuel en 2022, +17 % en 2023) sans pour autant enrayer le recul de la dollarisation des dépôts, compte tenu de la progression concomitante de la part des dépôts en lari par les résidents. Une autre partie a été investie dans le secteur immobilier, ce qui s'est traduit par une hausse des prix à l'achat comme à la location. Aucune mesure n'a été prise pour

encadrer les prix, les autorités ne semblant pas s'inquiéter de ce phénomène. En ce qui concerne les sanctions, la NBG a créé un département dédié pour s'assurer que les banques de la place s'y conforment. Par ailleurs, les actifs et passifs de VTB Géorgie ont été transférés à deux autres petites banques, permettant ainsi de limiter les effets de contagion à l'ensemble du système bancaire. Enfin, le resserrement du cadre macroprudentiel, incluant une hausse des exigences en termes de liquidité, réduit le risque d'instabilité financière qui pourrait découler d'un retournement des flux de capitaux internationaux, en particulier russes.

Graphique 3 - Une augmentation des prêts et dépôts en devise

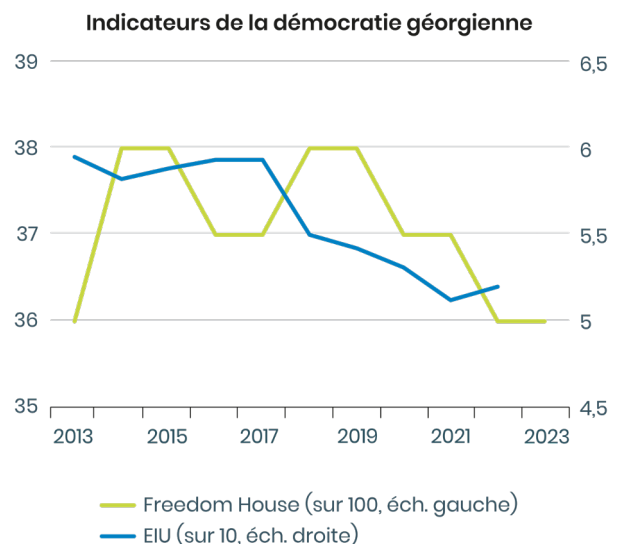


Source : NBG

2. La guerre en Ukraine a aussi accentué le décalage entre le positionnement du gouvernement et les aspirations d'une large partie de la population

La démocratie géorgienne apparaît fragilisée ces dernières années. La vie politique géorgienne est dominée depuis 2012 par le parti Rêve géorgien – Géorgie démocratique (KO-DS) et plus spécifiquement par son fondateur Bidzina Ivanichvili – homme le plus riche du pays ayant fait fortune en Russie, Premier ministre en 2012-2013 et dirigeant du parti sur la période 2018-2021 – qui continue de contrôler officieusement les principaux leviers du pouvoir. Cette influence se matérialise par des pratiques de favoritisme et de polarisation incluant entre autres une hausse des cas de corruption et de clientélisme, la nomination controversée de juges à la Cour suprême, ou encore une politique de décrédibilisation des organisations de la société civile. Le régime est ainsi jugé « hybride » selon le *Democracy Index 2022* de *The Economist Intelligence Unit* (EIU) qui classe la Géorgie 90^e sur 167 pays (derrière l'Arménie et l'Ukraine, respectivement 82^e et 87^e), le score s'affichant en retrait depuis 2018.

Graphique 4 - Un affaiblissement de la démocratie géorgienne



Source : EIU, Freedom House

Cette tendance s'est encore accentuée depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Encore traumatisée par la guerre d'août 2008, qui s'est soldée par l'occupation russe et la perte *de facto* des provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, soit 20 % du territoire, la population géorgienne, affiche dans une large mesure une solidarité avec les Ukrainiens, depuis l'invasion russe de 2022. La position des autorités géorgiennes est, en revanche, beaucoup plus ambiguë. Si elles soutiennent l'Ukraine dans son combat pour sa souveraineté nationale, elles ont refusé de voter les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie et montrent depuis des signes d'apaisement en faveur de cette dernière. En mars 2023, le parti au pouvoir a ainsi tenté de faire adopter une loi sur les « agents étrangers », directement inspirée d'une loi russe de 2012. En mai, les vols directs avec la Russie ont été rétablis sur initiative russe, alors que la politique de l'UE est de suspendre les liaisons. Enfin, en septembre, le parti KO-DS a lancé une procédure de destitution à l'encontre de la présidente Salomé Zourabichvili, accusée d'avoir violé la Constitution en effectuant une tournée en Europe sans son accord – procédure qui a échoué le 18 octobre. Si cette position d'équilibre éloigne le risque d'une nouvelle invasion russe à court terme, elle pèse sur le climat social, alors que 80 % de la population aspire à devenir membre de l'UE. En parallèle, ce positionnement renforce la polarisation et rend incertaine l'issue de la procédure d'adhésion à l'UE.

En mars 2022, au lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine, la Géorgie a déposé une demande d'adhésion à l'UE, en même temps que l'Ukraine et la Moldavie, alors qu'elle envisageait initialement de ne le faire qu'en 2024. En juin 2022, la Commission européenne, qui émet un avis sur les demandes d'adhésion, lui a accordé seulement une « perspective européenne », et non le statut de candidat officiel (qu'ont obtenu, à l'inverse, l'Ukraine et la Moldavie) en raison du

recul observé sur certains aspects de la démocratie. Cette perspective européenne était assortie de douze priorités à mettre en œuvre pour la fin 2023. Parmi ces priorités figuraient notamment la fin de la polarisation politique, l'amélioration de la liberté de la presse et l'indépendance des tribunaux, des réformes électorales et la « désoligarchisation ». En décembre 2023, le Conseil européen a finalement accordé le statut de candidat à la Géorgie, considérant que des efforts avaient été entrepris sur neuf des douze priorités.

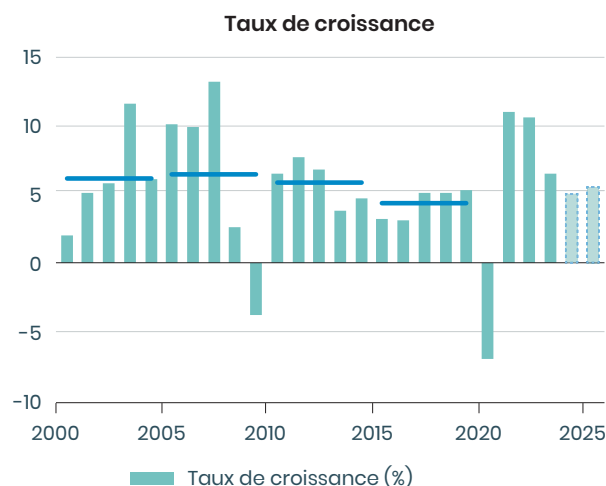
Ce virage politique n'est pas sans conséquence sur la situation économique, comme en témoignent les implications des amendements à la loi sur la NBG.

Le 20 juin 2023, le Parlement géorgien a adopté les amendements à la loi organique sur la NBG, enregistrés le 1^{er} février et adoptés en première audience le 8 février, contournant ainsi le veto émis par la présidente le 23 février. Ces amendements, qui incluent une augmentation du nombre de membres exécutifs siégeant au conseil d'administration (de 4 à 5, alors que le nombre de membres non exécutifs reste à 4), s'accompagnent d'un risque de perte de crédibilité et d'indépendance. La proposition d'amendement avait d'ailleurs été largement critiquée par le FMI et la NBG elle-même. L'adoption de ces amendements a conduit le FMI à reporter jusqu'à nouvel ordre la seconde revue du programme, à savoir un accord de confirmation de 280 M USD sur trois ans, lequel soutenait depuis juin 2022 l'assainissement des finances publiques (meilleure gestion des investissements publics et génération de recettes, réforme des entreprises publiques, etc.). Ces inquiétudes ont encore été renforcées par le refus de l'institution, en septembre 2023, d'appliquer les sanctions américaines à l'encontre de citoyens géorgiens et notamment de l'ancien procureur général Otar Partskhaladze, proche de Bidzina Ivanichvili, décision qui a conduit à la démission de trois des quatre vice-présidents de la NBG et d'un conseiller du président.

3. Au-delà de la conjoncture favorable, la persistance des défis socio-économiques rappelle la nécessité de poursuivre le rattrapage économique

Sous l'impulsion de réformes structurelles mises en place à partir du milieu des années 2000, l'économie géorgienne a enregistré une croissance globalement dynamique sur les deux dernières décennies. Les réformes structurelles entreprises sous les gouvernements de Mikheil Saakachvili (lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, réduction de la bureaucratie, flexibilisation du code du travail, baisse des barrières douanières, privatisations, etc.), à la suite de la Révolution des Roses en 2003, ont permis de créer un environnement des affaires attractif. La Géorgie a ainsi rapidement progressé au classement *Doing Business* de la Banque mondiale, passant de la 112^e place en 2006 à la 7^e place en 2020, date de la dernière publication. L'économie géorgienne a aussi bénéficié dès 1994 de programmes successifs du FMI, qui ont ouvert la voie au soutien récurrent d'autres bailleurs de fonds, tels que la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement. Dans ce contexte, le pays a affiché un taux de croissance annuel moyen de 5,8 % dans les années 2000 et de 4,9 % dans les années 2010. L'économie géorgienne a même, malgré son ouverture commerciale et la vulnérabilité aux chocs externes qui en découle, plutôt bien résisté aux chocs successifs jusqu'en 2020, exception faite de l'année 2008-2009 qui a été marquée par le double choc de la guerre avec la Russie et de la crise financière internationale. La crise sanitaire a, comme partout ailleurs, pesé fortement sur l'économie géorgienne, le pays enregistrant une récession de 6,8 % en 2020, la plus forte depuis 1994.

Graphique 5 - Une croissance soutenue sur les deux dernières décennies

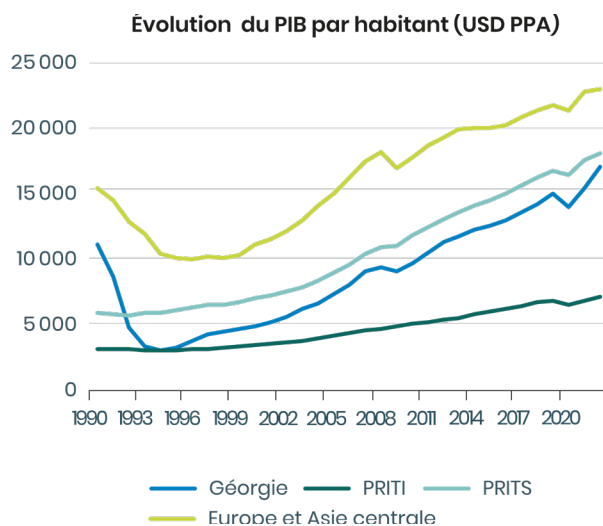


Source : FMI (WEO)

Malgré plusieurs années de forte croissance, le niveau de vie des Géorgiens n'a que faiblement progressé et les défis socio-économiques persistent. Avec un revenu par habitant de 5 620 USD en 2022 (méthode Atlas) selon la Banque mondiale, la Géorgie est, depuis 2018, un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). À 17 034 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2022, le PIB par habitant géorgien a été multiplié par deux depuis 2005. Il est toutefois inférieur à la moyenne des PRITS (18 097 USD PPA en 2022), comme à celle de la région Europe et Asie centrale (22 768 USD PPA, hors pays à haut revenu). Si la croissance élevée des dix dernières années a permis de faire reculer la pauvreté et les inégalités, ces dernières restent élevées en comparaison d'autres pays de la région. Ainsi, le taux de pauvreté relative de la Banque mondiale (part de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 3,65 USD PPA) est stable depuis 2015 à 19,5 % en 2021 (dernière donnée disponible). À 34,5 % en 2022, le coefficient de Gini de la Géorgie s'affiche en baisse continue

depuis 2017, mais reste parmi les plus élevés de la région. Enfin, le taux de chômage s'affiche en baisse à 15,6 % fin 2023 selon Geostat, par rapport à 2022 (17,6 %) comme par rapport à 2021 (20,6 %), mais reste élevé en termes absolus, particulièrement chez les jeunes (42,4 % chez les 15-24 ans fin 2022). Ce contexte justifie que de nombreux Géorgiens continuent de quitter le pays, pour s'installer à l'étranger (principalement aux États-Unis ou dans l'UE). Un million de Géorgiens vivraient actuellement hors de Géorgie.

Graphique 6 - Une amélioration progressive du niveau de vie des Géorgiens



La poursuite du rattrapage économique passera par la mise en place de réformes structurelles. Si la croissance potentielle de la Géorgie est actuellement estimée entre 4,5 et 5 % à moyen

terme, elle devrait diminuer autour de 3 % à long terme, sous l'effet du vieillissement de la population et en l'absence de réformes structurelles d'envergure, selon la Banque mondiale. Afin d'accroître sa productivité et poursuivre son rattrapage économique, l'économie géorgienne doit faire face à deux principales contraintes structurelles : l'éducation et la connectivité régionale. La Géorgie s'affiche en retrait par rapport à ses pairs en termes de formation du capital humain, ce qui est davantage imputable à la faible qualité de la formation dispensée qu'à des difficultés d'accès à l'éducation (qui se situe au niveau des pays de la région). Cette situation explique que les entreprises géorgiennes aient souvent du mal à trouver une main-d'œuvre ayant reçu une formation adaptée à leurs besoins. Si le gouvernement a bien conscience de la nécessité de réformer le système éducatif, les initiatives entreprises existent mais montrent peu de résultats pour le moment. Malgré un positionnement géographique favorable, la connectivité commerciale et énergétique apparaît faible, compte tenu notamment d'un déficit en compétences logistiques et de la faiblesse des infrastructures (stockage et voies ferrées en particulier). Cette situation justifie que le commerce géorgien repose essentiellement sur des biens et services à faible valeur ajoutée ou sur de la réexportation vers les pays voisins. Les efforts du gouvernement pour attirer les investissements étrangers et accélérer la diversification de l'économie (via la création d'Enterprise Georgia notamment), ainsi que les investissements dans les projets d'infrastructures jugés prioritaires (autoroute Est-Ouest, câble sous-marin, port d'Anaklia, etc.) peinent encore à se concrétiser.

Liste des sigles et abréviations

EIU	<i>The Economist Intelligence Unit</i>	KO-DS	<i>Kartuli Otsneba – Demok’rat’iuli Sakartvelo</i> (Rêve géorgien – Géorgie démocratique, parti politique)
FMI	Fonds monétaire international	NBG	<i>National Bank of Georgia</i>
GEL	Lari géorgien	UE	Union européenne
GEOSTAT	<i>National Statistics Office of Georgia</i>	WDI	<i>World Development Indicators</i>
GNTA	<i>Georgian National Tourism Administration</i>	WEO	<i>World Economic Outlook</i>

Liste des graphiques

Graphique 1 – Une explosion des flux financiers, notamment de Russie

Graphique 2 – Une embellie des indicateurs des finances publiques

Graphique 3 – Une augmentation des prêts et dépôts en devise

Graphique 4 – Un affaiblissement de la démocratie géorgienne

Graphique 5 – Une croissance soutenue sur les deux dernières décennies

Graphique 6 – Une amélioration progressive du niveau de vie des Géorgiens

Références bibliographiques

Commission européenne (2022), *Commission opinion on Georgia’s application for membership of the European Union*

Fitch (2023), *Fitch Revises Georgia’s Outlook to Positive: Affirms at “BB”*

Fondation Robert Schuman (2023), “Georgia: Terrible Dilemma for Europe”, *European Issues – Policy Paper* n° 674

Government of Georgia, *Vision 2030 – Development Strategy of Georgia*

International Monetary Fund (2022), *First Review under the Stand-By Arrangement*, IMF Country Report n° 22/389

ISSET Policy Institute (2023), *In the Shadow of the War: Economic Impact of Russian Migration into Georgia since 2022*, mars 2023

ISSET Policy Institute (2023), *The Georgian economy after one year of Russia’s war in Ukraine: trends and risks*, janvier 2023

Ministère des finances (2023), *Monthly Debt Report – July 2023*

National Bank of Georgia (2023), *Current Macroeconomic Review*, Mai 2023

National Bank of Georgia (2023), *Financial Sector Review*, Mai 2023

National Bank of Georgia (2023), *Financial Stability Report 2022*

World Bank (2022), *Country Economic Memorandum: Charting Georgia’s Future*

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Ferrari

Date de fin de rédaction : 05/03/24

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution – Pas de commercialisation – Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 1^{er} trimestre 2024

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr